

dans les Mainténances, le Débat est lancé...

Ce GT s'est tenu à Athis le 28 février 2008
Président du GT : F. Guignier DSNA / DO

Représentants du SPAC Cfdt : J.M Thomas - P. Raynard – A. Bernat

Rappel du mandat du Groupe validé en CTP DO :

- Dans le cas de dysfonctionnements, certains équipements induisent des situations critiques du point de vue de la sécurité, de la sûreté mais aussi de la capacité ou de l'environnement
- Dans ce cadre : mise en œuvre de processus adaptés dont des dispositifs d'astreintes pour un rétablissement ou un constat technique
- Travail du groupe :
 - Etats des lieux des dispositifs existants
 - Périmètre de mise en place (terrains concernés) et tranches horaires
 - Rôle des personnels techniques dans le cadre des esarr5 ainsi que les modalités d'intervention (horaires ...)
 - Dans quel cadre juridique les personnels interviendront ...
 - Quelles mesures d'accompagnement (récupération, indemnités
 - L'étude se limitera au périmètre SNA (et SNA outre-mer) mais hors Roissy et Orly
 - Conclusion pour le CTP DO de juin 2008
- Pour le président du GT, ces mesures pourraient être mises en place immédiatement, à moins qu'elles ne nécessitent des modalités protocolaires (à négocier dans le prochain protocole)
- Le président du GT rappelle aussi que les MO existantes ne seront pas remises en cause
- Pour le président du GT, l'astreinte permettrait de répondre à une incapacité majeure à accueillir le trafic (énoncé plusieurs fois).
- Autre point du débat : les logements de fonction (rappel à l'ordre de la cour des comptes)
 - la Fonction publique remet donc à plat l'attribution des NAS (Nécessité Absolue de Service) et US (Utilité de Service)
 - NAS : astreinte non payée mais logement gratuit à déclarer ; obligation d'être joignable
 - US : astreinte payée mais pas d'avantages à déclarer
 - A la DGAC, pour les SNA, on va vers une réduction des NAS, pour les US une liste sera établie par le Secrétariat Général et portée à la connaissance des OS (*voir annexe*). Une réunion est organisée sur le sujet par le SG le 15 avril.
 - Ce qui veut dire une modification de l'état actuel des affectations des logements de fonction (avec des périodes transitoires !!)
 - Certainement donc, un impact sur les astreintes existantes

Les éléments du débat mis sur la table par notre administration lors de cette première réunion :

- Présentation d'un premier état des lieux sur les SNA (horaires MO, astreinte, logements de fonction)
- On peut imaginer actuellement les processus suivants pour répondre aux dysfonctionnements techniques :
 - La MO et la MS
 - Les logements en NAS ou en US
 - La mise en place d'astreinte
- Le contour des équipements critiques :
 - La radio
 - Les systèmes Rnav (ILS, radiobalise, VOR ...)
 - Le radar (primaire ou secondaire)
 - L'énergie
- Dans les propositions possibles :
 - La mise en place d'une astreinte par SNA (le week-end / semaine) pour couvrir les équipements critiques définis ci-dessus
 - Définir les équipements critiques (ceux qui entreraient dans les procédures et dont l'arrêt serait critique sur la sécurité -ou la sûreté, la capacité ...-)
 - Voir quelles organisations peuvent être mises en place dans les SNA
 - Voir aussi les mesures d'accompagnement : rémunération, compensations horaires

La position du SPAC CFDT lors de ce premier débat sur les dispositifs à mettre en place :

- La MO ne doit pas être remise en cause dans les centres : par contre dans les centres qui n'en disposent pas, il nous paraît important de poser sa mise en place
- Le traitement au coup par coup n'est certainement pas la bonne méthode (exemple de Pau, où une nouvelle affectation (de 3 IESSA on passe à 4) ne semble pas résoudre la mise en place de permanence ; une réflexion nationale est beaucoup plus constructive et permet une harmonisation puisque certains centres pratiquent déjà l'astreinte
- Une astreinte pour quoi faire : si c'est pour un constat technique quel est le plus pour les gestionnaires ??
- Autre point important : si on pratique des permanences on prendra des ressources sur l'existant, au risque de dégrader le fonctionnement des services : cela nous paraît inquiétant !
- Dans le cas où des systèmes d'astreinte seraient mis en place nous demandons une négociation sur l'organisation des services et les mesures d'accompagnement (actuellement peu acceptables dans les centres où on pratique déjà l'astreinte)
- On ne doit pas déshabiller une grande approche au profit d'une astreinte régionalisée
- On ne peut que noter une réorganisation dans l'ensemble des services techniques, les personnels ne comprennent pas que les efforts de tous soient traités différemment. (exemple : prise en compte de la réorganisation des CRNA et rien pour les SNA)

ANNEXE : PROPOSITIONS DGAC sur les logements NAS

Tous services : Gardien

DAC : le DAC et les Délégués Territoriaux

DO/Echelon central : 1 logement pour 4 fonctions (DO ou adjoint, chef du département espace ou adjoint)

SIA : chef bureau NOTAM + 1 logement pour 3 fonctions (chef SIA ou adjoint, chef de div exploitation)

CESNAC : 2 logements pour 5 fonctions (chef de centre ou adjoint, chefs de div exploit, techn, comm/QS/Form)

CRNA : 3 logements pour 9 fonctions (chef de centre ou adjoint chef de sce exploit ou adjoint, chef de sce techn ou adjoint, chef de sub sce exploit ou techn, chef de centrale électrique)

SNA : Siège : 3 logements pour 6 fonctions (chef du SNA ou adjoint, chef de sce exploit, techn, chef de sub sce exploit ou techn)

Cas particuliers SNA/AG : le chef de la Centrale Electrique.

Organismes de Contrôle : 1 emploi Exploitation + 1 emploi Technique si MR ou div technique co-implantée

